

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2018)

Heft: 2200

Artikel: Social-démocratie, les nouvelles approches : changer de logiciel pour rester soi-même dans un monde qui évolue (2 / 2)

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023230>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Social-démocratie, les nouvelles approches

Changer de logiciel pour rester soi-même dans un monde qui évolue (2 / 2)

Jean-Daniel Delley - 05 avril 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33011>

L'érosion de la social-démocratie résulterait des compromissions de ses mandataires, voire de la trahison des idéaux de justice et d'égalité, prétend la gauche qui se dit combative. Cette approche moralisatrice sous-entend que le renouveau et donc le succès des partis socialistes résideraient dans une sorte de retour au passé. La critique se révèle stérile dans la mesure où elle ignore les profonds changements qu'ont connus nos sociétés.

L'analyse des politologues Häusermann et Laïdi ([DP 2199](#)) nous paraît plus fructueuse. Les causes de l'affaiblissement de la gauche démocratique sont principalement de nature structurelle, diagnostiquent-ils. La mondialisation tout comme la révolution technologique ont profondément transformé le marché du travail. La base ouvrière, électorat traditionnel de la social-démocratie, a fortement diminué (automatisation, délocalisations). La main-d'œuvre peu qualifiée du secteur tertiaire reste difficilement mobilisable et, dans sa grande majorité, ne dispose pas des droits politiques. La conscience d'une appartenance commune, qui faisait la force de la classe ouvrière, a laissé la place à un individualisme croissant. A quoi il faut ajouter le fait que les

acquis sociaux (filet social, réduction du temps de travail notamment) relèvent d'une normalité dont la gauche peine à récolter les dividendes.

Les valeurs plutôt que les intérêts économiques

Les enquêtes sociologiques et les expériences réalisées par les neuroscientifiques nous permettent de mieux comprendre les motivations des comportements politiques, ainsi que l'a exposé un [article](#) très détaillé du journal en ligne *Republik*. Pour le psychologue américain [Jonathan Haidt](#), les citoyennes et citoyens ne déterminent pas leurs choix politiques d'abord en fonction de leurs intérêts économiques. L'observation de la vie politique helvétique valide ce constat. L'UDC attire les couches populaires alors qu'elle mène une politique économique et sociale objectivement favorable aux privilégiés. Les objets soumis au suffrage populaire comme la réduction du temps de travail ou l'amélioration des prestations sociales sont généralement refusés. Non, nous dit Haidt, le vote reflète d'abord un système de valeurs; il possède une dimension morale: «*Le choix politique s'apparente moins à un acte d'achat qu'à la fréquentation d'une église.*»

Dans la course aux suffrages populaires, la gauche part avec un net désavantage. Elle présente généralement un large catalogue de mesures censées améliorer la vie. Elle parle à la tête, à la raison; elle met en avant les intérêts des gens. La droite populiste, elle, ne s'embarrasse pas de longs discours. Elle fait usage de concepts simples, de slogans qui ne renvoient pas tant aux intérêts matériels qu'à des valeurs refuges telles par exemple que la sécurité, la fierté, l'indépendance. Des valeurs dont elle identifie les adversaires, le plus souvent plus défavorisés que les couches populaires: étrangers, requérants d'asile, bénéficiaires de l'aide sociale, auxquels il faut ajouter la «*classe politique*» dont elle rêve de prendre la place. Bref, la droite populiste parle aux tripes.

La séduction de la pensée rapide

Le psychologue [Daniel Kahneman](#), prix Nobel d'économie en 2002, a étudié de manière empirique les conditions de la prise de décision. Ses résultats permettent de mieux comprendre nos choix politiques. Ainsi le psychologue identifie deux sortes de pensée: la pensée rapide et la pensée lente. La première est intuitive,

émotionnelle et ne demande pas ou peu d'effort. Utile dans la vie quotidienne, elle nous permet de réagir sans tarder, de manière quasi réflexe, pour faire face à des événements inattendus qui demandent une réponse urgente; ou face à des situations routinières qui n'exigent pas réflexion. Elle ne résiste guère à nos *a priori* et autres idées reçues. La seconde, plus réfléchie, plus contrôlée et plus logique, exige effort et concentration. Le discours populiste s'adresse typiquement à la pensée rapide. En jouant sur la peur et la frustration, il tire avantage de cette forme de pensée: perception de la réalité en noir et blanc, une simplification qui apporte un sentiment de sécurité.

La gauche gagnerait-elle à adopter ce type de discours et à davantage solliciter cette pensée rapide? On peut observer un populisme de gauche qui flirte avec les réflexes de défense, par exemple le protectionnisme

économique et social pour faire pièce à la mondialisation, au libre-échange et à la libre circulation des personnes. Mais cette stratégie serait fatale à la social-démocratie. Elle perdrait le soutien du gros de son électorat, à savoir la classe moyenne bien formée, attachée au respect des droits fondamentaux et à une société ouverte.

Formation et encore formation

Pour [Silja Häusermann](#), la priorité réside dans un programme d'investissement massif dans la formation et aussi dans la formation continue (le droit à un capital-formation par exemple), dans la mise en place des structures indispensables à l'accès au marché du travail (accueil des enfants) et dans l'amélioration des conditions de travail (temps partiel, horaires flexibles...). Un tel programme permet d'intégrer les exigences d'égalité entre les sexes et de

répartition équitable de la richesse. Ces revendications ne vont guère attirer les citoyennes et citoyens séduits par le discours populiste, admet la politologue zurichoise. Ces derniers sont plus réceptifs à des propositions telles que la retraite anticipée pleine et entière pour les salariés après 40 ans d'activité ou une revalorisation des salaires. Des réformes qui traduiraient une forme de reconnaissance pour celles et ceux qui vivent la précarité de l'emploi et le déclin social.

Silja Häusermann ne compte pas sur cette offensive de formation pour convertir les électeurs de l'UDC. Non, cette offensive doit préparer les nouvelles générations à résister aux slogans populistes: une bonne formation libère de la peur du changement et vaccine contre les tendances autoritaires; elle stimule la pensée lente, indispensable à l'exercice d'un choix politique éclairé.

Européens, encore un effort pour la mobilité durable

Un appel lancé sous les auspices de la Fondation Jean Monnet

René Longet - 08 avril 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33023>

Publié au mois de mars par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, [Mobilité durable, un appel aux décideurs européens](#) vise à éclairer un volet de l'enjeu climatique peu mis en évidence dans l'Union

européenne, celui de la mobilité. Ce manifeste de 32 pages est issu du travail d'un groupe d'experts qui «s'inscrit dans une vision durable de la société au niveau mondial». Il se réfère en particulier aux

conclusions de la conférence [Habitat III](#) des Nations unies et aux [17 Objectifs de développement durable](#).

Face aux politiques actuelles de la mobilité, «il s'agit